POUR LA
MONTAGNE

ANEM
www.anem.org

Le mensuel d'information de l'Association nationale des élus de la montagne
n° 285
septembre 2017 - 6 €

LES 136 DÉPUTÉS DE MONTAGNE DE LA NOUVELLE LÉGISLATURE

■ La Conférence nationale des territoires vise un nouveau pacte avec l'État

FFTélécoms

◀ Les engagements fixés par l'État en matière de téléphonie mobile sont tenus

DR

◀ Entretien avec Frédéric Dabi : « Les élus locaux et les parlementaires vont devoir réinventer leur mode de fonctionnement »

NUMÉRO 285
SEPTEMBRE 2017

À LA UNE : Sur l'ensemble des 577 députés qui constituent l'Assemblée nationale, 136 ont ete élus dans des circonscriptions de montagne. De la précédente législature, 60 d'entre eux ne se représentaient pas, tandis que 43 autres ont été réélus. Comme annoncé dans notre précédent numéro, le dossier de *PLM* présente ce mois-ci l'identité des députés de montagne élus en juin.

Photos : F. Jannin/Assemblée nationale et Studio M/stock.adobe.com

Ce pictogramme signale des informations complémentaires présentes sur le site www.anem.org

@AnemMontagne

ÉDITORIAL | **ANNIE GENEVARD,** *secrétaire générale de l'ANEM, députée du Doubs*

« TOUJOURS MOINS »

ASSEMBLÉE NATIONALE 2015

« La représentation de la montagne est sortie affaiblie de la réforme territoriale. La Conférence nationale des territoires pourrait lui porter un nouveau coup si nous n'y prenons pas garde. Le 17 juillet, le président de la République a en effet affiché son intention de réduire le nombre d'élus locaux, au motif que « nos concitoyens ne comprendraient pas un traitement différencié » par rapport aux parlementaires, dont il avait annoncé devant le Congrès la réduction d'un tiers.

Si incompréhension il y a, cela aurait peut-être mérité une clarification en rappelant qu'on ne parle pas d'élus de même nature. Si cette amputation devait être du même ordre que celle des parlementaires, cela signifierait qu'un bon nombre des acteurs quotidiens de la démocratie de proximité disparaîtraient et, avec eux, leur contribution aux débats sur les décisions locales, et surtout leur engagement bénévole dans de nombreuses tâches au service de l'intérêt de tous. Au bout du compte, cette diminution du nombre d'élus locaux risque de se traduire par une nouvelle perte de lien social, par une distance supplémentaire entre les élus et les citoyens. Les économies qu'on prétend en tirer pourraient se révéler dérisoires au regard de cette perte pour l'animation des territoires ; d'autant que les efforts demandés aux collectivités sur leurs dépenses ne cessent de s'alourdir et les perspectives de conserver la maîtrise de leur fiscalité s'amenuisent.

Sur ces bases, le nouveau pacte avec les collectivités territoriales n'a rien d'acquis et la prochaine Conférence nationale des territoires devra corriger le tir pour devenir une véritable instance de négociations, avec une représentation réelle de la diversité des territoires, à commencer par ceux de la montagne. »

SOMMAIRE

3 **DOSSIER**
- Les 136 députés de montagne

12 **ACTUALITÉ**
- La Conférence des territoires vise un nouveau pacte avec l'État
- L'ANEM veut toute sa place à la Conférence des territoires
- Les États généraux de l'alimentation cherchent le juste prix
- Quarante retraits de loups pour 2017-2018 et pas un de plus

13 **L'ENTRETIEN**
- Frédéric Dabi : « Les élus locaux et les parlementaires vont devoir réinventer leur mode de fonctionnement »

14 **NUMÉRIQUE**
- Téléphonie mobile : Les engagements fixés par l'État tenus
- La liste des 127 nouvelles communes de montagne couvertes en Internet mobile de manière mutualisée par au moins trois opérateurs au cours du mois de juin 2017

15 **VIE DE L'ANEM**
- Redémarrage des réunions de terrain dans les Pyrénées et dans les Vosges
- L'ANEM reçue par Christophe Castaner
- Patricia Schillinger, maire de Hégenheim (Haut-Rhin)

DERNIÈRE MINUTE

FIGURE HISTORIQUE DE L'ANEM, ROBERT DE CAUMONT S'EST ÉTEINT À L'ÂGE DE 87 ANS

DR

Rapporteur à l'Assemblée nationale de la loi montagne de 1985, Robert de Caumont figurait parmi les quelques personnalités emblématiques du monde montagnard qui ont créé l'ANEM. Membre du Comité directeur, dont il ne rata aucune des réunions depuis plus de trente ans, il était un infatigable défenseur du principe de droit de la montagne à la différence et à la solidarité nationale, comme ressort essentiel de la politique de ces territoires. Il a également milité en faveur de la création du Code de la montagne que la loi avait reconnu en 2006 – bien que celle-ci ne fut pas concrétisée – et apporté une contribution majeure au Code éditeur publié par Lexis Nexis en 2014 à l'initiative de l'Association. Il était également très engagé en faveur de la cause des travailleurs pluriactifs et saisonniers. Il parvint ainsi à donner une visibilité à leur spécificité avec la création de la première maison des saisonniers à Briançon et grâce à l'organisation des rencontres nationales de la saisonnalité.

Victime d'un accident cérébral en décembre dernier, Robert de Caumont a disparu le 14 août au terme d'une longue hospitalisation. À la demande de ses proches, ses obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité.

PLM lui consacrera un hommage dans son prochain numéro afin de revenir plus en détail sur le parcours particulièrement dense de ce militant exceptionnel de la cause montagnarde. L'ensemble des élus du Comité directeur et les membres de la rédaction de *PLM* adressent à sa veuve ainsi qu'à tous ses proches leurs plus sincères condoléances.

Pour la montagne est édité par l'Association nationale des élus de la montagne
7, rue de Bourgogne
75007 Paris
Tél. : 01 45 22 15 13
Directeur de la publication et directeur de la rédaction
Pierre Bretel
Rédaction
Hervé Benoit
Dorothée Collet
Laure Lachaise
Jean-Marie Safra
Conception graphique et réalisation
Patrick Maître (GMES)
Communication
Olivier Lamoureux
Dessins
Dom
Impression
L'Artésienne, 20, rue Tholozé
75018 Paris
N° de commission paritaire
0114G84199
ISSN
0296-7987
Abonnement
55 € / 11 numéros.
Ce numéro a été tiré à 6 250 exemplaires.
Dépôt légal : septembre 2017

Ce magazine est imprimé sur du papier certifié FSC.

MODE D'EMPLOI

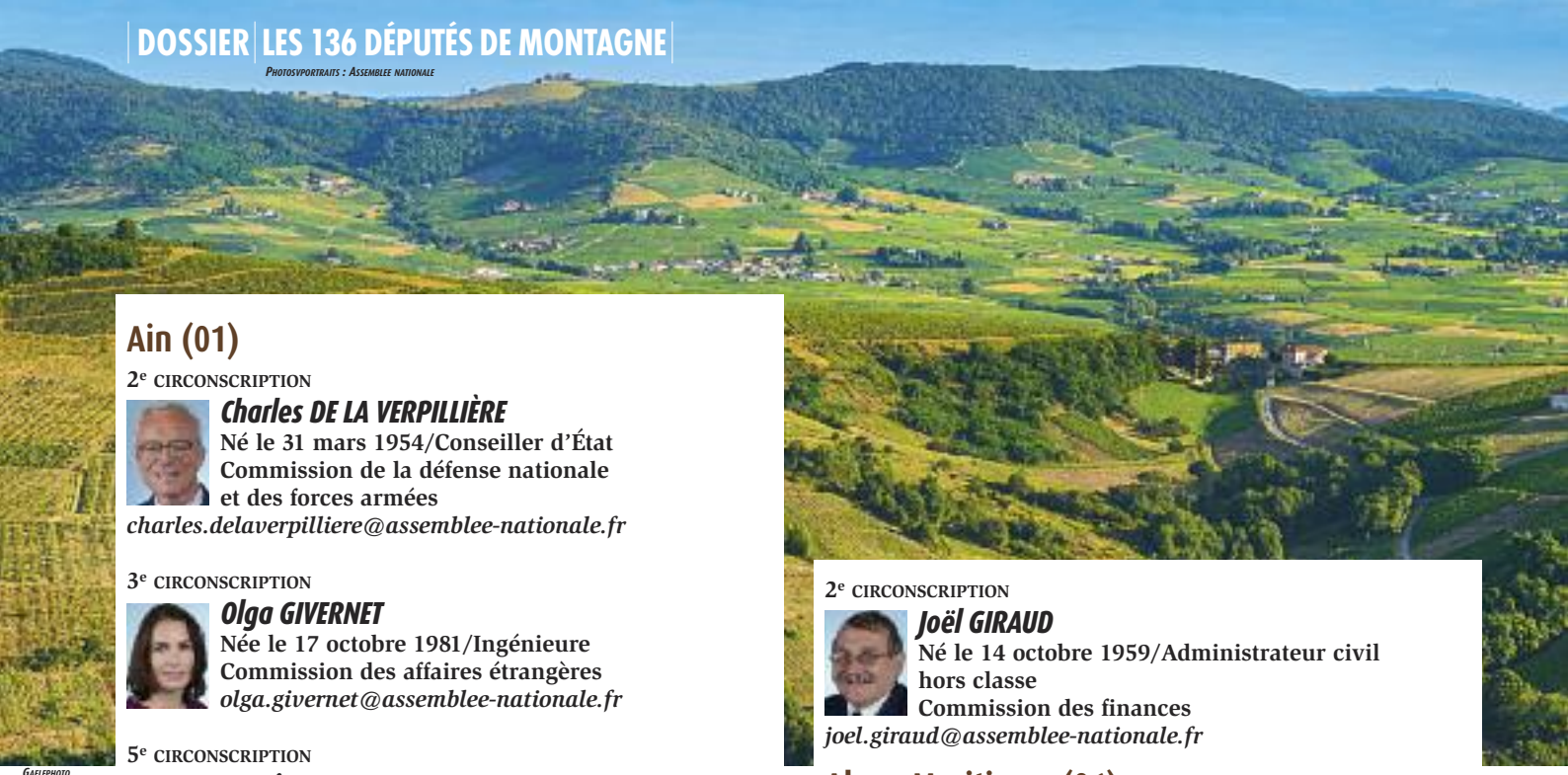
Sur la fiche de chaque député(e), on trouvera sous sa photo les informations relatives à son identité, la commission dont il ou elle est membre et son courriel à l'Assemblée nationale.

LES 136 DÉPUTÉS DE MONTAGNE

Comme nous l'indiquions dans notre numéro de juillet-août, la représentation parlementaire de la montagne issue des élections législatives de juin est profondément renouvelée. Les 136 députés élus dans des circonscriptions de montagne sont en grande partie de nouvelles têtes (60 ne se représentaient pas et 43 ont été réélus, soit près de 70 % de nouveaux députés), contribuant à rajeunir et rendre plus paritaire la nouvelle Assemblée. Par ailleurs, si la parité femmes/hommes n'est toujours pas atteinte, elle progresse ; le nombre de députées de montagne étant désormais de 53, au lieu de 31 lors de la précédente législature (39 % au lieu de 23 %). En raison de l'ampleur de ce renouvellement et dans l'attente d'une nouvelle édition de notre annuaire des parlementaires de montagne – à paraître après les élections sénatoriales du 24 septembre – *PLM* fait ici une première présentation exhaustive des députés de montagne élus le 18 juin 2017 pour la XV[e] législature[(1)].

(1) La liste ne tient pas compte des députés élus qui sont ensuite entrés au gouvernement, par exemple.

PHOTOSVPORTRAITS : ASSEMBLEE NATIONALE



GAELEPHOTO STOCK.ADOBE.COM

Ain (01)

2e CIRCONSCRIPTION

Charles DE LA VERPILLIÈRE

Né le 31 mars 1954/Conseiller d'État
Commission de la défense nationale et des forces armées
charles.delaverpilliere@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Olga GIVERNET

Née le 17 octobre 1981/Ingénieure
Commission des affaires étrangères
olga.givernet@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Damien ABAD

Né le 5 avril 1980/Maître de conférences à l'université
Commission de la défense nationale et des forces armées
damien.abad@assemblee-nationale.fr

Allier (03)

2e CIRCONSCRIPTION

Laurence VANCEUNEBROCK-MIALON

Née le 6 mai 1970/Fonctionnaire de catégorie B
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
laurence.vanceunebrock-mialon@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Bénédicte PEYROL

Née le 23 mars 1991/Conseillère juridique
Commission des finances
benedicte.peyrol@assemblee-nationale.fr

Alpes-de-Haute-Provence (04)

1re CIRCONSCRIPTION

Delphine BAGARRY

Née le 9 janvier 1970/Médecin
Commission des affaires sociales
delphine.bagarry@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Christophe CASTANER

Né le 3 janvier 1966/Juriste
Commission des affaires sociales
christophe.castaner@assemblee-nationale.fr

Hautes-Alpes (05)

1re CIRCONSCRIPTION

Pascale BOYER

Née le 28 septembre 1965/Sans profession
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
pascale.boyer@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Joël GIRAUD

Né le 14 octobre 1959/Administrateur civil hors classe
Commission des finances
joel.giraud@assemblee-nationale.fr

Alpes-Maritimes (06)

2e CIRCONSCRIPTION

Loïc DOMBREVAL

Né le 16 avril 1966/Industriel – Chef d'entreprise
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
loic.dombreval@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Alexandra VALETTA-ARDISSON

Née le 7 juin 1976/Fonctionnaire de catégorie C
Commission de la défense nationale et des forces armées
alexandra.ardisson@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Marine BRENIER

Née le 11 août 1986/Juriste
Commission des affaires sociales
marine.brenier@assemblee-nationale.fr

7e CIRCONSCRIPTION

Éric PAUGET

Né le 18 août 1970/Cadre du secteur privé
Commission des affaires économiques
eric.pauget@assemblee-nationale.fr

Ardèche (07)

1re CIRCONSCRIPTION

Hervé SAULIGNAC

Né le 6 novembre 1970/Cadre d'une entreprise publique
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
herve.saulignac@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Olivier DUSSOPT

Né le 16 août 1978/Assistant parlementaire
Commission des lois
olivier.dussopt@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Fabrice BRUN
Né le 2 avril 1968/Industriel – Chef d'entreprise
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
fabrice.brun@assemblee-nationale.fr

Ariège (09)

1re CIRCONSCRIPTION

Bénédicte TAURINE
Née le 18 juin 1976/Professeure du secondaire et technique
Commission des affaires économiques
benedicte.taurine@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Michel LARIVE
Né le 22 août 1966/Formateur
Commission des affaires culturelles et de l'éducation
michel.larive@assemblee-nationale.fr

Aude (11)

1re CIRCONSCRIPTION

Danièle HÉRIN
Née le 14 janvier 1947/Retraitée de l'enseignement
Commission des affaires culturelles et de l'éducation
daniele.herin@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Mireille ROBERT
Née le 1er mars 1962/Enseignante du 1er degré et directrice d'école
Commission des affaires sociales
mireille.robert@assemblee-nationale.fr

Aveyron (12)

1re CIRCONSCRIPTION

Stéphane MAZARS
Né le 25 mars 1969/Avocat
Commission des lois
stephane.mazars@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Anne BLANC
Née le 20 juillet 1966/Infirmière diplômée d'État
Commission des affaires économiques
anne.blanc@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Arnaud VIALA
Né le 4 décembre 1974/Conseiller au rectorat de l'académie de Toulouse
Commission des lois
arnaud.viala@assemblee-nationale.fr

Cantal (15)

1re CIRCONSCRIPTION

Vincent DESCŒUR
Né le 13 décembre 1962/Professeur agrégé de biologie
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
vincent.descoeur@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Jean-Yves BONY
Né le 11 mars 1955/Exploitant agricole
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
jean-yves.bony@assemblee-nationale.fr

Corrèze (19)

1re CIRCONSCRIPTION

Christophe JERRETIE
Né le 31 août 1979/Urbaniste
Commission des finances
christophe.jerretie@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Frédérique MEUNIER
Née le 8 décembre 1960/Avocate
Commission des affaires culturelles et de l'éducation
frederique.meunier@assemblee-nationale.fr

Côte-d'Or (21)

4e CIRCONSCRIPTION

Yolaine DE COURSON
Née le 14 juillet 1954/Chef d'entreprise à la retraite
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
yolaine.decourson@assemblee-nationale.fr

Creuse (23)

1re CIRCONSCRIPTION

Jean-Baptiste MOREAU
Né le 14 février 1977/Agriculteur exploitant
Commission des affaires économiques
jean-baptiste.moreau@assemblee-nationale.fr

Doubs (25)

2e CIRCONSCRIPTION

Éric ALAUZET
Né le 7 juin 1958/Médecin
Commission des finances
eric.alauzet@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Denis SOMMER
Né le 23 septembre 1957/Professeur du secondaire et technique
Commission des affaires économiques
denis.sommer@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Frédéric BARBIER
Né le 30 août 1960/cadre en entreprise
Commission des affaires étrangères
frederic.barbier@assemblee-nationale.fr

Coco STOCK.ADOBE.COM

5e CIRCONSCRIPTION
Annie GENEVARD
Née le 7 septembre 1956/Professeure du secondaire
Commission des affaires culturelles et de l'éducation
annie.genevard@assemblee-nationale.fr

Drôme (26)

3e CIRCONSCRIPTION
Célia DE LAVERGNE
Née le 21 novembre 1979/Ingénieure
Commission des affaires économiques
celia.delavergne@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION
Emmanuelle ANTHOINE
Née le 2 juillet 1964/Avocate
Commission des affaires culturelles et de l'éducation
emmanuelle.anthoine@assemblee-nationale.fr

Gard (30)

4e CIRCONSCRIPTION

Annie CHAPELIER
Née le 7 novembre 1967/Enseignante du 1er degré et directrice d'école
Commission des affaires étrangères
annie.chapelier@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Olivier GAILLARD
Né le 28 février 1967/Fonctionnaire de catégorie A
Commission des finances
olivier.gaillard@assemblee-nationale.fr

Haute-Garonne (31)

7e CIRCONSCRIPTION

Élisabeth TOUTUT-PICARD
Née le 17 décembre 1954/Fonctionnaire de catégorie A
Commission des affaires sociales
elisabeth.toutut-picard@assemblee-nationale.fr

8e CIRCONSCRIPTION

Joël AVIRAGNET
Né le 16 juin 1956/Directeur d'un établissement pour l'enfance handicapée
Commission des affaires sociales
joel.aviragnet@assemblee-nationale.fr

Hérault (34)

4e CIRCONSCRIPTION

Jean-François ELIAOU
Né le 13 août 1956/Médecin
Commission de la défense nationale et des forces armées
jean-francois.eliaou@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Philippe HUPPÉ
Né le 12 février 1968/Homme de lettres et artiste
Commission des affaires économiques
philippe.huppe@assemblee-nationale.fr

Isère (38)

1re CIRCONSCRIPTION

Olivier VÉRAN
Né le 22 avril 1980/Médecin neurologue hospitalier
Commission des affaires sociales
olivier.veran@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Jean-Charles COLAS-ROY
Né le 2 mai 1978/Ingénieur
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
jean-charles.colas-roy@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Émilie CHALAS
Née le 18 octobre 1977/Fonctionnaire de catégorie A
Commission des lois
emilie.chalas@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Marie-Noëlle BATTISTEL
Née le 26 août 1956/Gérante de société
Commission des affaires économiques
marie-noelle.battistel@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Catherine KAMOWSKI
Née le 8 avril 1958/Professeure du secondaire et technique
Commission des lois
catherine.kamowski@assemblee-nationale.fr

7e CIRCONSCRIPTION

Monique LIMON
Née le 5 décembre 1953/Retraitée du secteur privé
Commission des affaires économiques
monique.limon@assemblee-nationale.fr

9e CIRCONSCRIPTION

Élodie JACQUIER-LAFORGE
Née le 15 avril 1978/Cadre supérieur du secteur privé
Commission des lois
elodie.jacquier-laforge@assemblee-nationale.fr

10e CIRCONSCRIPTION

Marjolaine MEYNIER-MILLEFERT
Née le 30 septembre 1982/Industrielle
Chef d'entreprise
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
marjolaine.meynier-millefert@assemblee-nationale.fr

Jura (39)

2e CIRCONSCRIPTION

Marie-Christine DALLOZ
Née le 10 janvier 1958/Cadre dans le secteur bancaire
Commission des finances
marie-christine.dalloz@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Jean-Marie SERMIER
Né le 5 mars 1961/Viticulteur
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
jean-marie.sermier@assemblee-nationale.fr

Loire (42)

1re CIRCONSCRIPTION

Régis JUANICO
Né le 5 février 1972/Attaché territorial
Commission des affaires culturelles et de l'éducation
regis.juanico@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Valéria FAURE-MUNTIAN
Née le 2 septembre 1984/Agent d'assurance
Commission des affaires économiques
valeria.faure-muntian@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Dino CINIERI
Né le 9 juillet 1955/Consultant sécurité
Commission des affaires économiques
dino.cinieri@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Nathalie SARLES
Née le 17 avril 1962/Salariée du secteur médical
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
nathalie.sarles@assemblee-nationale.fr

6e CIRCONSCRIPTION

Julien BOROWCZYK
Né le 2 mai 1979/Médecin
Commission des affaires sociales
julien.borowczyk@assemblee-nationale.fr

Haute-Loire (43)

1re CIRCONSCRIPTION

Isabelle VALENTIN
Née le 20 janvier 1962/Salariée agricole
Commission des affaires sociales
isabelle.valentin@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Jean-Pierre VIGIER
Né le 22 octobre 1969/Fonctionnaire de catégorie A
Commission des finances
jean-pierre.vigier@assemblee-nationale.fr

Lot (46)

2e CIRCONSCRIPTION

Huguette TIEGNA
Née le 1er avril 1982/Ingénieure
Commission des affaires économiques
huguette.tiegna@assemblee-nationale.fr

Lozère (48)

1re CIRCONSCRIPTION

Pierre MOREL-À-L'HUISSIER
Né le 21 décembre 1958/Avocat
Commission des lois
pierre.morel-a-lhuissier@assemblee-nationale.fr

Meurthe-et-Moselle (54)

4e CIRCONSCRIPTION

Thibault BAZIN
Né le 27 octobre 1984/Cadre du secteur privé
Commission de la défense nationale et des forces armées
thibault.bazin@assemblee-nationale.fr

Moselle (57)

4e CIRCONSCRIPTION

Fabien DI FILIPPO
Né le 23 août 1986/Cadre du secteur privé
Commission des affaires économiques
fabien.difilippo@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Nicole GRIES-TRISSE
Née le 29 juin 1963/Salariée du secteur médical
Commission de la défense nationale et des forces armées
nicole.gries-trisse@assemblee-nationale.fr

Nièvre (58)

2e CIRCONSCRIPTION

Patrice PERROT
Né le 24 février 1964/Industriel-chef d'entreprise
Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
patrice.perrot@assemblee-nationale.fr

Puy-de-Dôme (63)

1re CIRCONSCRIPTION

Valérie THOMAS
Née le 21 janvier 1968/Profession libérale
Commission des affaires étrangères
valerie.thomas@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Christine PIRÈS BEAUNE
Née le 6 octobre 1964/Fonctionnaire de catégorie A
Commission des finances
christine.piresbeaune@assemblee-nationale.fr

FREESURF STOCK.ADOBE.COM

3e CIRCONSCRIPTION

Laurence VICHNIEVSKY
Née le 5 février 1955/Magistrate
Commission des lois
laurence.vichnievsky@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Michel FANGET
Né le 3 mai 1950/Cardiologue
Commission des affaires étrangères
michel.fanget@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

André CHASSAIGNE
Né le 2 juillet 1950/Principal de collège
Commission de la défense nationale
et des forces armées
andre.chassaigne@assemblee-nationale.fr

Pyrénées-Atlantiques (64)

2e CIRCONSCRIPTION

Jean-Paul MATTÉI
Né le 21 mars 1954/Notaire
Commission des finances
jean-paul.mattei@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

David HABIB
Né le 16 mars 1961/Cadre
Commission des lois
david.habib@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Jean LASSALLE
Né le 3 mai 1955/Technicien agricole
Commission des finances
jean-lassalle@assemblee-nationale.fr

6e CIRCONSCRIPTION

Vincent BRU
Né le 29 avril 1955/Professeur de faculté
Commission des lois
vincent.bru@assemblee-nationale.fr

Hautes-Pyrénées (65)

1re CIRCONSCRIPTION

Jean-Bernard SEMPASTOUS
Né le 5 août 1964/Professeur du secondaire
et technique
Commission des affaires économiques
jean-bernard.sempastous@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Jeanine DUBIÉ
Née le 3 janvier 1958/Cadre de la fonction
publique
Commission des affaires sociales
jeanine.dubie@assemblee-nationale.fr

Pyrénées-Orientales (66)

2e CIRCONSCRIPTION

Louis ALIOT
Né le 4 septembre 1969/Avocat
Commission de la défense nationale et des forces
armées
louis.aliot@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Laurence GAYTE
Née le 25 septembre 1965/Cadre supérieur
du secteur privé
Commission des affaires étrangères
laurence.gayte@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Sébastien CAZENOVE
Né le 28 décembre 1976/Fonctionnaire
de catégorie B
Commission des affaires économiques
sebastien.cazenove@assemblee-nationale.fr

Bas-Rhin (67)

5e CIRCONSCRIPTION

Antoine HERTH
Né le 14 février 1963/Agriculteur
Commission des affaires économiques
antoine.herth@assemblee-nationale.fr

6e CIRCONSCRIPTION

Laurent FURST
Né le 19 mai 1965/Directeur d'hôpital
Commission de la défense nationale
et des forces armées
laurent.furst@assemblee-nationale.fr

7e CIRCONSCRIPTION

Patrick HETZEL
Né le 2 juillet 1964/Professeur de faculté
Commission des finances
patrick.hetzel@assemblee-nationale.fr

Haut-Rhin (68)

2e CIRCONSCRIPTION

Jacques CATTIN
Né le 4 juin 1958/Viticulteur négociant
Commission des affaires économiques
jacques.cattin@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Jean-Luc REITZER
Né le 29 décembre 1951/Cadre d'entreprise
Commission des affaires étrangères
jean-luc.reitzer@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Raphaël SCHELLENBERGER
Né le 14 février 1990/Attaché parlementaire
Commission des lois
raphael.schellenberger@assemblee-nationale.fr

Rhône (69)

5e CIRCONSCRIPTION

Blandine BROCARD
Née le 3 novembre 1981/Employée du secteur privé
Commission des affaires étrangères
blandine.brocard@assemblee-nationale.fr

8e CIRCONSCRIPTION

Patrice VERCHÈRE
Né le 29 décembre 1973/Assistant parlementaire
Commission de la défense nationale
et des forces armées
patrice.verchere@assemblee-nationale.fr

9e CIRCONSCRIPTION

Bernard PERRUT
Né le 24 janvier 1957/Avocat
Commission des affaires sociales
bernard.perrut@assemblee-nationale.fr

10e CIRCONSCRIPTION

Thomas GASSILLOUD
Né le 21 mai 1981/Industriel – Chef d'entreprise
Commission de la défense nationale et des forces armées
thomas.gassilloud@assemblee-nationale.fr

11e CIRCONSCRIPTION

Jean-Luc FUGIT
Né le 27 novembre 1969/Professeur de faculté
Commission du développement durable
et de l'aménagement du territoire
jean-luc.fugit@assemblee-nationale.fr

Haute-Saône (70)

2e CIRCONSCRIPTION

Christophe LEJEUNE
Né le 22 mars 1969/Courtier en assurance
Commission de la défense nationale
et des forces armées
christophe.lejeune@assemblee-nationale.fr

Saône-et-Loire (71)

1re CIRCONSCRIPTION

Benjamin DIRX
Né le 25 janvier 1979/Industriel-Chef d'entreprise
Commission des affaires étrangères
benjamin.dirx@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Josiane CORNELOUP
Née le 30 septembre 1959/Pharmacienne
Commission des affaires sociales
josiane.corneloup@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Rémy REBEYROTTE
Né le 27 mars 1966/Professeur du secondaire et technique
Commission des lois
remy.rebeyrotte@assemblee-nationale.fr

Savoie (73)

1re CIRCONSCRIPTION

Typhanie DEGOIS
Née le 6 janvier 1993/Étudiante
Commission des lois
typhanie.degois@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Vincent ROLLAND
Né le 1er février 1970/Cadre du secteur privé
Commission des affaires économiques
vincent.rolland@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Émilie BONNIVARD
Née le 2 août 1980/Cadre du secteur privé
Commission des finances
emilie.bonnivard@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Patrick MIGNOLA
Né le 8 août 1971/Industriel-Chef d'entreprise
Commission des affaires sociales
patrick.mignola@assemblee-nationale.fr

Haute-Savoie (74)

1re CIRCONSCRIPTION

Véronique RIOTTON
Née le 2 novembre 1969/Cadre du secteur privé
Commission du développement durable
et de l'aménagement du territoire
veronique.riotton@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Frédérique LARDET
Née le 1er septembre 1966/Cadre d'entreprise
Commission de la défense nationale et des armées
frederique.lardet@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Martial SADDIER
Né le 15 octobre 1969/Ancien cadre à la Chambre d'agriculture d'Annecy
Commission du développement durable
et de l'aménagement du territoire
martial.saddier@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Virginie DUBY-MULLER
Née le 16 août 1979/Cadre du secteur privé
Commission des affaires culturelles et de l'éducation
virginie.duby-muller@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Marion LENNE
Née le 20 novembre 1974/Cadre du secteur privé
Commission des affaires étrangères
marion.lenne@assemblee-nationale.fr

6e CIRCONSCRIPTION

Xavier ROSEREN
Né le 12 janvier 1970/Commerçant
Commission des finances
xavier.roseren@assemblee-nationale.fr

Tarn (81)

1re CIRCONSCRIPTION

Philippe FOLLIOT
Né le 14 juillet 1963/Directeur d'un organisme de financement de logements sociaux
Commission de la défense nationale et des forces armées
philippe.folliot@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Marie-Christine VERDIER-JOUCLAS
Née le 19 mars 1965/Cadre du secteur bancaire
Commission des finances
marie-christine.verdier-jouclas@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Jean TERLIER
Né le 2 mars 1977/Avocat
Commission des lois
jean.terlier@assemblee-nationale.fr

Tarn-et-Garonne (82)

1re CIRCONSCRIPTION

Valérie RABAULT
Née le 25 avril 1973/Ingénieure
Commission des finances
valerie.rabault@assemblee-nationale.fr

Var (83)

8e CIRCONSCRIPTION

Fabien MATRAS
Né le 12 septembre 1984/Enseignant vacataire en faculté
Commission des lois
fabien.matras@assemblee-nationale.fr

Vaucluse (84)

2e CIRCONSCRIPTION

Jean-Claude BOUCHET
Né le 2 mai 1957/Gérant de société
Commission des affaires économiques
jean-claude.bouchet@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Jacques BOMPARD
Né le 24 février 1943/Docteur en chirurgie dentaire
Commission des lois
jacques.bompard@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Julien AUBERT
Né le 11 juin 1978/Magistrat à la Cour des comptes
Commission des finances
julien.aubert@assemblee-nationale.fr

Haute-Vienne (87)

1re CIRCONSCRIPTION

Sophie BEAUDOUIN-HUBIÈRE
Née le 20 novembre 1972/Sans profession
Commission des affaires économiques
sophie.beaudouin-hubiere@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Marie-Ange MAGNE
Née le 20 novembre 1987/Enseignante
Commission des finances
marie-ange.magne@assemblee-nationale.fr

Vosges (88)

2e CIRCONSCRIPTION

Gérard CHERPION
Né le 15 mars 1948/Pharmacien
Commission des affaires sociales
gerard.cherpion@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Christophe NAEGELEN
Né le 30 décembre 1983/Industriel – Chef d'entreprise
Commission des affaires étrangères
christophe.naegelen@assemblee-nationale.fr

Yonne (89)

2e CIRCONSCRIPTION

André VILLIERS
Né le 13 décembre 1954/Exploitant agricole
Commission des affaires économiques
andre.villiers@assemblee-nationale.fr

Territoire de Belfort (90)

2e CIRCONSCRIPTION

Michel ZUMKELLER
Né le 21 janvier 1966/Comptable
Commission des lois
michel.zumkeller@assemblee-nationale.fr

Corse-du-Sud (2A)

1re CIRCONSCRIPTION

Jean-Jacques FERRARA
Né le 16 juin 1967/Médecin
Commission de la défense nationale et des forces armées
jean-jacques.ferrara@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Paul-André COLOMBANI
Né le 17 août 1967/Médecin
Commission du développement durable
et de l'aménagement du territoire
paul-andre.colombani@assemblee-nationale.fr

Haute-Corse (2B)

1re CIRCONSCRIPTION

Michel CASTELLANI
Né le 28 septembre 1945/Retraité de l'enseignement
Commission des finances
michel.castellani@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Jean-Félix ACQUAVIVA
Né le 19 mars 1973/Cadre
Commission des affaires culturelles et de l'éducation
jean-felix.acquaviva@assemblee-nationale.fr

Guadeloupe (971)

1re CIRCONSCRIPTION

Olivier SERVA
Né le 21 juin 1974/Expert-comptable
Commission des finances
olivier.serva@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Justine BENIN
Née le 12 mars 1975/Fonctionnaire de catégorie B
Commission des affaires sociales
justine.benin@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Max MATHIASIN
Né le 24 février 1956/Employé de la fonction publique territoriale
Commission des affaires économiques
max.mathiasin@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Hélène VAINQUEUR-CHRISTOPHE
Née le 6 mai 1956/Pharmacienne
Commission des affaires sociales
helene.vainqueur-christophe@assemblee-nationale.fr

Martinique (972)

1re CIRCONSCRIPTION

Josette MANIN
Née le 16 mars 1950/Retraitée salariée du privé
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation
josette.manin@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Bruno Nestor AZEROT
Né le 22 juillet 1961/Commerçant
Commission de la défense nationale
et des forces armées
brunonestor.azerot@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Serge LETCHIMY
Né le 13 janvier 1953/Urbaniste
Commission des affaires économiques
serge.letchimy@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

Jean-Philippe NILOR
Né le 15 mai 1965/Assistant parlementaire
Commission des affaires sociales
jean-philippe.nilor@assemblee-nationale.fr

La Réunion (974)

1re CIRCONSCRIPTION

Ericka BAREIGTS
Née le 16 avril 1967/Attachée territoriale
Commission des affaires sociales
ericka.bareigts@assemblee-nationale.fr

2e CIRCONSCRIPTION

Huguette BELLO
Née le 24 août 1950/Directrice d'école maternelle
Commission des lois
huguette.bello@assemblee-nationale.fr

3e CIRCONSCRIPTION

Nathalie BASSIRE
Née le 22 janvier 1968/Retraitée de l'enseignement
Commission du développement durable
et de l'aménagement du territoire
nathalie.bassire@assemblee-nationale.fr

4e CIRCONSCRIPTION

David LORION
Né le 15 octobre 1964/Professeur de faculté
Commission du développement durable
et de l'aménagement du territoire
david.lorion@assemblee-nationale.fr

5e CIRCONSCRIPTION

Jean-Hugues RATENON
Né le 25 juin 1967/Employé du secteur privé
Commission des affaires sociales
jeanhugues.ratenon@assemblee-nationale.fr

6e CIRCONSCRIPTION

Nadia RAMASSAMY
Née le 17 mai 1961/Médecin
Commission des affaires sociales
nadia.ramassamy@assemblee-nationale.fr

7e CIRCONSCRIPTION

Thierry ROBERT
Né le 1er avril 1977/Industriel
Commission du développement durable
et de l'aménagement du territoire
thierry.robert@assemblee-nationale.fr

La Conférence des territoires vise un nouveau pacte avec l'État

La première Conférence nationale des territoires (CNT), marquée par une allocution du président de la République et l'intervention du Premier ministre en présence d'autres membres du gouvernement, s'est réunie au Sénat le 17 juillet. Couverture intégrale du territoire en haut débit de qualité et en très haut débit dès 2020, mais aussi moins d'élus locaux, treize milliards d'économies supplémentaires sur les dépenses des collectivités et suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages, auront été les principales annonces de la journée.

La Conférence s'est réunie dans la matinée sous la présidence du Premier ministre Édouard Philippe. Celui-ci en a détaillé la feuille de route et la méthode de travail en identifiant cinq chantiers thématiques : structures, compétences, pacte financier, action et politiques publiques, transitions écologique et numérique.

Voulue comme une « instance de dialogue entre l'État, les collectivités, les représentants des principales associations d'élus locaux et les parlementaires », la diversité territoriale, revendiquée dans l'intitulé même de la CNT, ne se traduit pas totalement dans sa composition puisque dans le collège des associations d'élus ne figurent que celles représentant des strates de collectivités (régions, départements, blocs communaux) à l'exclusion d'associations plus représentatives de territoires spécifiques… telles que l'ANEM. Les élus de la montagne y disposaient néanmoins d'un relais avec la secrétaire générale de l'Association Annie Genevard qui y représentait son groupe politique.

> « Des annonces qui semblent tenir de l'inconciliable ou, tout du moins, du grand écart. »

Concernant les annonces qui ont émaillé cette journée, elles semblent tenir de l'inconciliable ou, tout du moins, du grand écart. Si les élus présents ne pouvaient que saluer l'avancement à 2020 (au lieu de 2022) de la réalisation de la couverture numérique intégrale du territoire, l'arrêt momentané de toute fermeture de classes dans les écoles primaires et le doublement des maisons de santé, ils ont surtout retenu la rigueur des économies qui leur seront imposées, à hauteur de treize milliards d'euros (et non plus dix), ainsi que la diminution du nombre d'élus locaux d'un tiers. Des perspectives qui rendent, aux yeux des élus, d'autant plus inquiétante la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages. Elle se traduirait par une perte de la maîtrise d'une recette fiscale majeure pour les collectivités avec la crainte que sa compensation par l'État, en dépit de ce qui a été annoncé, ne soit pas intégrale et pérenne.

Tous ces objectifs supposés alimenter le pacte à conclure entre l'État et les collectivités devraient faire l'objet d'une négociation pied à pied. Prochain rendez-vous le 2 décembre.

L'ANEM VEUT TOUTE SA PLACE À LA CONFÉRENCE DES TERRITOIRES

La participation et la contribution de l'Association à la Conférence nationale des territoires (CNT) ont été au centre de la rencontre du 11 juillet entre la présidente Marie-Noëlle Battistel, la secrétaire générale Annie Genevard, accompagnées du délégué général Pierre Bretel, avec Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. En effet, pour la première réunion de la Conférence le 17 juillet, l'ANEM avait été conviée à intervenir dans le cadre des ateliers techniques de l'après-midi, mais elle ne disposait pas de siège attribué pour la réunion d'installation formelle de l'instance animée le matin par le Premier ministre. La ministre s'est déclarée sensible à cette omission qui devrait être réparée, d'ici la prochaine réunion de la CNT, en reconnaissant à l'ANEM un siège de membre à part entière.

E. Dedeke/Ministère de l'Intérieur

Bien que brève, la rencontre avec la ministre Jacqueline Gourault s'est révélée cordiale et fructueuse.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION CHERCHENT LE JUSTE PRIX

Ouverts par le Premier ministre Édouard Philippe, les États généraux de l'alimentation ont débuté à Paris le 20 juillet et leurs travaux devraient se poursuivre jusqu'à fin novembre. L'objectif recherché est de mettre au point la méthode d'un « partage équitable de la valeur ajoutée » des produits alimentaires entre agriculteurs, transformateurs et grande distribution, tout en encourageant une alimentation saine, sûre et durable.

Quelque 500 responsables de l'industrie agroalimentaire, des organisations professionnelles agricoles et des ONG environnementales se répartiront entre 14 ateliers thématiques, d'une quarantaine de participants chacun, pour répondre à des questions telles que des prix d'achat des produits agricoles plus rémunérateurs, l'adaptation de la production agricole aux besoins des marchés ou l'amélioration des relations commerciales et contractuelles entre producteurs, transformateurs et distributeurs. Un premier bilan sur ces thèmes sera dressé fin septembre. Une consultation publique en ligne (www.egalimentation.gouv.fr) doit permettre à chaque citoyen de s'exprimer et d'alimenter les débats en cours.

Au vu des résultats – rendus publics à la mi-décembre – le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, se dit prêt à produire un texte de loi *ad hoc* si cela s'avère nécessaire.

Une loi sur l'alimentation pourrait résulter de ces États généraux.

Ministère de l'Agriculture

QUARANTE RETRAITS DE LOUPS POUR 2017-2018 ET PAS UN DE PLUS

Promulgué le 18 juillet (et publié au *JORF* du 20), l'arrêté fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée pour la période 2017-2018 n'autorise que 40 retraits. À la différence de l'arrêté précédent, aucun mécanisme de dépassement n'est envisagé ; celui-ci autorisait en effet 36 retraits et, sous conditions, jusqu'à six autres pouvaient être accordés.

En dépit de certaines interrogations sur l'efficacité des retraits, ceux-ci s'avèrent être depuis trois ans un outil de régulation avec des résultats localement appréciés parce que notables pour le relâchement des attaques. L'éventualité de modifier, à compter du 1er janvier 2018, le calendrier des prélèvements (en optant pour l'année civile au lieu du 1er juillet au 30 juin) pourrait toutefois être l'occasion de rétablir un nombre supplémentaire admis en dépassement.

En tout cas, il est certain que la question sera soulevée.

Frédéric Dabi : « Les élus locaux et les parlementaires vont devoir réinventer leur mode de fonctionnement »

Frédéric Dabi est politologue et directeur général adjoint de l'Ifop. Il a récemment réalisé pour l'ANEM le sondage relatif au regard des Français et des montagnards sur la vie en montagne (lire *PLM* n° 278, janvier 2017).

DR

Le renouvellement massif des députés à l'Assemblée nationale et l'entrée en application de la loi sur le non-cumul des mandats redessinent le paysage de la représentation politique des Français. Frédéric Dabi décrypte les avantages et les dangers de ces bouleversements. Il invite les associations d'élus à se réinventer afin d'accroître davantage leur influence.

PLM : Quelles vont être les conséquences des lois de 2014 interdisant le cumul des mandats ?

Frédéric Dabi : D'abord, il faut souligner que ces lois sont massivement soutenues par les Français, quelles que soient leur génération, leur condition sociale, leur famille politique ou leur localisation. Le moteur de ce soutien est l'ouverture des portes et des fenêtres de l'Assemblée nationale et des exécutifs locaux avec l'idée, vraie ou fausse mais exprimée dans toutes nos enquêtes, que s'il y a moins de cumul, les élus vont mieux s'occuper de leurs administrés, mieux les représenter et donc mieux travailler.

Même s'il n'est pas majoritaire chez les Français, le danger existe néanmoins d'avoir des parlementaires hors sol, moins bien connectés aux réalités des différents territoires car ayant un peu perdu de vue ce mandat local qui est le meilleur baromètre des humeurs du terrain. Il y a donc parmi les Français le sentiment et la crainte d'une moindre efficacité pour faire avancer les projets locaux ou pour les réaliser.

PLM : L'ampleur du renouvellement enregistré aux dernières élections législatives ne risque-t-elle pas d'accentuer ces difficultés ?

F.D. : Peut-être mais je ne pense pas complètement. Certes, il y a un renouvellement immense, entre 75 et 80 % de nouveaux députés, mais ce n'est pas inédit. On l'a connu en 1968, en 1981 avec la chambre rose et, en 1993, avec la chambre bleu horizon. Où va être le curseur ? Va-t-on avoir de nouveaux parlementaires ayant une expérience moins forte du fonctionnement du travail à l'Assemblée ? Sans doute. Toutefois, cela peut aussi se traduire par de nouveaux députés plus proches des préoccupations des Français parce qu'ayant une trajectoire et une expérience professionnelles indépendantes du monde politique. Cela va en tout cas forcer les élus locaux et les parlementaires à trouver un nouveau mode de fonctionnement.

PLM : Le projet d'Emmanuel Macron de diminuer d'un tiers le nombre de députés entraîne-t-il un risque supplémentaire pour les territoires les plus fragiles dont les territoires de montagne ?

F.D. : C'est, une fois encore, un vœu des Français largement exprimé dans une de nos enquêtes récentes. Reste que moins de députés signifie, sans doute, moins d'élus prenant en compte les spécificités territoriales. S'il n'y a plus que 450 députés à l'Assemblée nationale au lieu des 577 que l'on compte actuellement, peut-être cela aboutira à moins de circonscriptions très rurales et moins de circonscriptions de territoires de montagne. Nombre de leurs problématiques pourraient ainsi se retrouver noyées dans des ensembles plus urbains ou dans la vallée. Il y a donc effectivement ce risque.

PLM : Dans ce contexte, les associations d'élus auront-elles un rôle et des responsabilités encore plus importants ?

F.D. : Oui. Vous connaissez l'idéogramme chinois qui signifie crise mais qui signifie aussi opportunité. Les associations d'élus, dont le travail est plébiscité par les Français, devront saisir cette occasion et cette obligation de mieux se faire connaître, de réinventer leurs relations avec les députés et les commissions parlementaires, pour encore mieux défendre les intérêts de leurs territoires spécifiques. C'est pour elles le grand défi de demain.

Téléphonie mobile : Les engagements fixés par l'État tenus

La présidente Marie-Noëlle Battistel assistait aux côtés de Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la Cohésion des territoires, à l'inauguration du site de Besse-en-Oisans le 10 juillet.

FFTELECOMS

Depuis le 1er janvier 2017, La Fédération française des télécoms a ouvert une page Internet dédiée aux avancées du programme zones blanches–centres-bourgs avec un état des lieux mensuel précis des communes couvertes en téléphonie mobile et Internet.
Au 30 juin 2017, ce sont 3 288 communes de ce programme, dont 1 256 communes de montagne, qui bénéficient de l'Internet mobile de manière mutualisée par au moins trois opérateurs, dont 1 064 communes couvertes durant la seule année 2016. (Voir la liste ci-dessous.)
Les opérateurs ont tenu les engagements fixés par l'État au 30 juin 2017 puisque les opérateurs ont couvert en Ran-Sharing 3G (1) les 3 288 sites disposant d'un pylône, dont 1 256 zones de montagne. Il reste 547 communes qui ne sont pas encore couvertes parce que non équipées d'un pylône à ce jour.

(1) : Méthode de partage des réseaux d'accès radioélectriques.

LES TROIS INAUGURATIONS DE SITES MULTI-OPÉRATEURS DE JUILLET

- Banca dans les Pyrénées-Atlantiques le 3 juillet. Jean Arriubergé, maire des Haut-de-Bosdarros, membre du Comité directeur et responsable départemental, représentait l'ANEM.
- Besse-en-Oisans en Isère le 10 juillet. En présence de Julien Denormandie, secrétaire d'État à la Cohésion des territoires, et de Marie-Noëlle Battistel.
- Saint-Dalmas-le-Selvage dans les Alpes-Maritimes le 13 juillet.

LA LISTE DES 127 NOUVELLES COMMUNES DE MONTAGNE COUVERTES EN INTERNET MOBILE DE MANIÈRE MUTUALISÉE PAR AU MOINS TROIS OPÉRATEURS AU COURS DU MOIS DE JUIN 2017

AUVERGNE – RHÔNE-ALPES (35)
Ardèche : 10
Berzème, Issamoulenc, Saint-André-en-Vivarais, Saint-Gineis-en-Coiron, Saint-Julien-du-Gua, Saint-Julien-le-Roux, Saint-Martin-sur-Lavezon, Saint-Michel-de-Chabrillanoux, Saint-Pierre-la-Roche, Saint-Pierre-sur-Doux.
Cantal : 6
Condat, Glénat, Montboudif, Saint-Amandin, Saint-Martin-sous-Vigouroux, Saint-Urcize.
Drôme : 2
Lus-la-Croix-Haute, Treschenu-Creyers
Isère : 5
Besse, Chantelouve, Dionay, Lavaldens, Marnans
Loire : 3
La Chamba, La Chambonie, La Chapelle-en-Lafaye
Haute-Loire : 6
Berbezit, Laval-sur-Doulon, Saint-Didier-sur-Doulon, Saint-Vert, Vals-le-Chastel, Cistrières
Puy-de-Dôme : 1
Valz-sous-Chateauneuf
Rhône : 1
Saint-Appolinaire
Savoie : 1
Bonneval
BOURGOGNE – FRANCHE-COMTÉ (18)
Côte-d'Or : 2
Blanot, Villiers-en-Morvan
Doubs : 10
Arc-sous-Cicon, Battenans-Varin,Charmauvillers, La Chaux, Fessevillers, Longemaison, Orgeans-Blanchefontaine, Sombacour, Vauclusotte, Villers-sous-Chalamont
Jura :4
Les Bouchoux, Mignovillard, Les Nans, Viry
Nièvre : 1
Arleuf
Saône-et-Loire : 1
Saint-Léger-sous-Beuvray
CORSE (3)
Corse-du-Sud : 1
Ambiegna
Haute-Corse : 2
Manso, San-Gavino-di-Fiumorbo
GRAND EST (3)
Moselle : 3
Bousseviller, Hanviller, Sturzelbronn
NOUVELLE-AQUITAINE (1)
Pyrénées-Atlantiques : 1
Pagolle
OCCITANIE (52)
Aude : 9
Le Bousquet, Counozouls, Escouloubre, Fajac-en-Val, Joucou, Montfort-sur-Boulzane, Niort-de-Sault, Roquefort-de-Sault, Sainte-Colombe-sur-Guette
Aveyron : 4
Asprières, Belcastel, Mélagues, Sébrazac
Gard : 7
Chambon, Chamborigaud, Colognac, Lanuéjols, Saint-André-de-Majencoules, Soudorgues, Trèves
Haute-Garonne : 4
Génos, Jurvielle, Malvezie, Portet-de-Luchon
Hérault : 2
Romiguières, Roqueredonde
Lot : 1
Sousceyrac
Lozère : 15
Allenc, La Bastide-Puylaurent, Cheylard-l'Évêque, Gabriac, Le Massegros, Moissac-Vallée-Française, Montbel, Prévenchères, Le Recoux, Saint-André-Capcèze, Sainte-Croix-Vallée-Française, Saint-Frézal-d'Albuges, Saint-Laurent-de-Trèves, Les Salces, Vébron
Hautes-Pyrénées : 9
Arrodets, Asque, Bulan, Cheust, Esparros, Juncalas, Laborde, Ourdis-Cotdoussan, Ousté
Pyrénées-Orientales : 1
Casefabre
PACA (15)
Alpes-de-Haute-Provence : 3
Blieux, Lambruisse, Uvernet-Fours
Hautes-Alpes : 7
Barret-le-Bas, La Chapelle-en-Valgaudémar, La Haute-Beaume, Orpierre, Saint-Pierre-Avez, Salérans, Villar-Loubière
Alpes-Maritimes : 4
La Brigue, Coursegoules, Daluis, Saint-Martin-Vésubie
Var : 1
Artignosc-sur-Verdon

LES DATES

5 sept.
Comité des finances locales

13-14 sept.
14e Assises nationales de l'assainissement non collectif à Limoges

24 sept.
Élections sénatoriales

25 sept.
Session extraordinaire de l'Assemblée nationale

26 sept.
6e Colloque national Biomasse à Paris (Espace Saint-Martin)

RÉUNIONS DÉPARTEMENTALES

Redémarrage des réunions de terrain dans les Pyrénées et dans les Vosges

Réélues députées en juin dernier, la présidente Marie-Noëlle Battistel et la secrétaire générale Annie Genevard – suite au Comité directeur de l'ANEM du 29 juin – sont allées rencontrer les adhérents de l'Association début juillet.

Marie-Noëlle Battistel s'est tout d'abord rendue à Tarbes dans le massif pyrénéen le 5 juillet. Dans le cadre du Mountain Business Summit, elle a tenu à saluer près de deux cents montagnards venus phosphorer sur le futur Parlement de la montagne proposé par la présidente de la région Occitanie, Carole Delga. Elle a ensuite enchaîné trois réunions dans les Hautes-Pyrénées (Tarbes), l'Aude (Carcassonne) et les Pyrénées-Orientales (Villefranche-de-Conflent) les 6 et 7 juillet. Quant à Annie Genevard, elle est allée à la rencontre des élus du massif vosgien dans le Haut-Rhin (Soultz) et dans le Bas-Rhin (Le Hohwald). Au cours de ces réunions, qui ont réuni plus de deux cents participants, les élus ont pu passer leurs messages et exprimer leurs attentes.

Si, de façon générale, les participants ont fait part de leur satisfaction à propos de l'action de l'ANEM qui a permis d'aboutir à l'Acte II de la loi montagne du 28 décembre 2016, il n'en demeure pas moins quelques sujets d'inquiétude majeurs : la couverture numérique, le transfert obligatoire de la compétence eau à l'intercommunalité en 2020, la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) et, enfin, les menaces sur l'école de montagne. Par ailleurs, l'avenir de la politique agricole commune (PAC) après 2020, la place de la commune dans les intercommunalités XXL et le poids des travaux de voirie ont été des sujets non moins sensibles, selon le contexte dans tel ou tel département.

À chaque fois, la présidente et la secrétaire générale, accompagnées du délégué général Pierre Bretel, ont insisté sur l'importance de cet instrument unique de promotion et de défense de la montagne qu'est l'ANEM, rappelant la nécessité de faire adhérer le maximum de collectivités pour rester un interlocuteur de poids face aux pouvoirs publics. De nouvelles réunions seront organisées dès la rentrée prochaine.

L'ÉLUE DU MOIS

PATRICIA SCHILLINGER : L'ALSACE AU CŒUR

DR

Aide-soignante de profession, Patricia Schillinger est sénatrice du Haut-Rhin depuis septembre 2004. Elle a également été, de 2008 à 2014, maire de Hégenheim, commune haut-rhinoise avoisinant les 3 500 habitants, et vice-présidente de la communauté de communes des Trois Frontières (aujourd'hui communauté de Saint-Louis Agglomération regroupant 40 communes dont une seule classée montagne). La circonscription d'un sénateur étant le département dans sa totalité, elle n'en est pas moins la représentante des 106 communes de montagne du Haut-Rhin (sur 377).

Au sein de la Haute Assemblée, elle travaille au secrétariat de la commission des Affaires européennes et est membre de la commission des Affaires sociales. Très investie sur les questions sociales, notamment sanitaires, elle a été dernièrement l'auteure de rapports d'information sur les perturbateurs endocriniens et l'étiquetage alimentaire. Elle fait d'ailleurs partie du groupe d'étude sur l'économie agricole et alimentaire. Elle est également membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation. On lui doit à ce titre un rapport d'information, réalisé en juillet 2014, sur les collectivités territoriales et la petite enfance préconisant de décentraliser le plus possible l'offre d'accueil pour une adéquation optimale avec la réalité des territoires de vie. Elle a déposé en juillet une question écrite sur la double affiliation des travailleurs frontaliers en matière d'assurance maladie.

Le même jour, elle adressait au ministre de la Cohésion des territoires un courrier demandant le rétablissement d'une entité alsacienne par la fusion des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin au sein de la région Grand Est.

AUDIENCE

L'ANEM reçue par Christophe Castaner

La rencontre du 25 juillet 2017 avec le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du gouvernement, chargé des relations avec le Parlement, avait pour premier objet la préparation du 33e Congrès de l'ANEM – Christophe Castaner ayant porté l'an dernier la candidature de Forcalquier en tant que député-maire de la commune et membre du Comité directeur de l'Association.

Bien qu'ayant dû renoncer à ses deux mandats électifs, le secrétaire d'État a tenu à marquer son intérêt pour cette manifestation très importante pour les élus de la montagne auprès de la présidente Marie-Noëlle Battistel et de la secrétaire générale Annie Génevard. Outre la première esquisse du programme et des tables rondes, la participation de divers ministres au Congrès a été abordée.

Parmi les autres dossiers, ont été évoqués la contribution de l'ANEM à la Conférence nationale des territoires du 17 juillet 2017 et le respect de la spécificité montagne avec la participation à part entière de son organe représentatif. Outre la question du loup, le transfert automatique de la compétence eau à l'intercommunalité en 2020 et la couverture numérique intégrale de la montagne en très haut débit ont constitué autant d'autres sujets sur lesquels l'ensemble des participants à l'audience se sont retrouvés complètement en phase.

DR

Membre du Comité directeur jusqu'à sa nomination au gouvernement, le secrétaire d'État et porte-parole du gouvernement a réservé le meilleur accueil à la délégation de l'Association, constituée de la présidente, de la secrétaire générale et du délégué général.

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Photo : JEFPROD

ERDF devient Enedis.
Notre nom change, pas notre engagement.
Notre mission de service public :
vous apporter l'électricité où que vous soyez,
quel que soit votre fournisseur.

Retrouvez-nous sur Internet

enedis.fr enedis.officiel @enedis enedis.officiel

L'ÉNERGIE EST NOTRE AVENIR. ÉCONOMISONS-LA !